

Compte rendu de la table ronde  
Regards croisés Amérique Latine –  
Afrique de l’Ouest sur l’hébergement de  
revues ouvertes

**Innocent AZILAN**

Doctorant en Sciences de l’Information et de la Communication aux  
Universités Toulon (IMSIC) & Lomé (CEROCE)

[www.azilan.me](http://www.azilan.me) / [orcid.org/0000-0003-0446-3240](https://orcid.org/0000-0003-0446-3240)

13/09/2023

## Participant(e)s à la table ronde :

- Moussa SAMBA | Université Cheikh Anta Diop (UCAD), Dakar (Sénégal) <https://annuairechercheurs.ucad.sn/moussa.samba>
- Arianna BECERRIL | Universidad Autónoma del Estado de México, Redalyc (Mexique)
- Bilakani TONYEME | Université de Lomé (Togo). en visioconférence

Animation : Hugo Catherine

L'objectif de cette table ronde est de discuter des diverses facettes essentielles pour favoriser l'émergence et la pérennité des revues scientifiques en libre accès dans des contextes particuliers, ceux du Sud (ou des Suds), à savoir l'Amérique latine et l'Afrique francophone. Cette table ronde aborde des questions précises comme l'instauration d'infrastructures ou de réseaux d'ampleur nationale ou régionale ou encore la question des modèles économiques. Sud ou Suds, la nuance tient à la fois de ce que ces deux régions se ressemblent tout en étant de loin si différentes. Cette session s'est ainsi donné pour mission d'examiner la situation dans les deux régions du Sud, et de mentionner les points de progrès et de coopération. La table ronde "Regards croisés Amérique Latine – Afrique de l'Ouest sur l'hébergement de revues ouvertes" s'inscrit dans le cadre de la 3e rencontre internationale France-Amérique du sud sur la Science ouverte, qui s'est tenue à Paris le 13 et 14 septembre 2023.

Pour la discussion animée par Hugo Catherine de l'IRD, la table ronde a réuni :

- Moussa SAMBA | Université Cheikh Anta Diop (UCAD), Dakar (Sénégal)
- Arianna BECERRIL | Universidad Autónoma del Estado de México, Redalyc (Mexique)
- Bilakani TONYEME | Université de Lomé (Togo), dont la voix a été portée par Pascal Aventurier (IRD)

Ce rapport est le fruit d'une synthèse des propos tenus lors de cette table ronde, réalisée à partir d'une transcription des enregistrements vidéo disponibles ici . Il doit être envisagé comme une restitution condensée des idées développées par les trois intervenants. Les traductions qui suivent respectent globalement l'ordre chronologique des interventions.

Le débat a été lancé sur fond d'un rappel de la nécessité des collaborations notamment dans le domaine de l'éducation entre acteurs du Sud pour l'atteinte des ODD (Objectifs de développement durable). C'est Moussa SAMBA, archiviste et documentaliste à l'Université Cheikh Anta Diop, directeur des presses universitaires de l'UCAD qui a ouvert la discussion, en précisant son rôle

et la feuille de route qu'il met en place en tant que nouveau directeur des presses universitaires de l'UCAD.

D'après ses précisions, les presses universitaires de Dakar constituent un service du rectorat de l'UCAD créé le 2 septembre 1991, exclusivement dédié à la recherche, avec pour mission de faciliter la publication des résultats des travaux (publications en série ou revues et les monographies) des enseignants-chercheurs. En plus de 30 ans, ce service a fonctionné avec des moyens sommaires, et une équipe de 10 personnes. En 2013, le service a fourni un premier effort d'ouverture, en mettant en place un site internet pour la diffusion des productions. Depuis 2021, un projet de plateforme numérique a été lancé dans le but d'héberger une centaine de revues avec des monographies en libre d'accès. Toutefois, à ce jour, les presses universitaires de Dakar restent une maison d'édition classique.

Ensuite, Bilakani TONYEME, enseignant-chercheur à l'université de Lomé et directeur de la revue Echanges (dont la parole a été portée par Pascal Aventurier, IRD), est revenu sur les conditions d'ouverture de la revue Echanges, fondée depuis 2013, pour livrer un retour d'expérience. Bilakani TONYEME a rappelé que les premiers numéros de la revue étaient en format papier. L'édition de la revue a été financée par la vente d'exemplaires. Mais très vite la difficulté de vente des numéros va se poser. En face, les auteurs souhaitent de plus en plus publier sur Internet pour gagner en visibilité. A partir du 5e numéro, la revue a alors décidé de publier les articles en accès libre. Mais comment faire ? En réalité, il n'y avait pas dans l'environnement immédiat au Togo ou en Afrique de l'Ouest de plateformes qui proposaient l'hébergement des revues. N'étant pas non plus suffisamment informés sur les plateformes internationales, associé à la complexité d'accès à ces plateformes, les promoteurs de la revue se sont découragés. Néanmoins, Echanges va être diffusée en ligne dans un premier temps sur le site du laboratoire, en un fichier unique au format PDF, avant de procéder par diffusion par article. C'est finalement en 2020 qu'un site internet dédié à la revue sera créé. Un nouveau pas vers les plateformes d'indexation va alors être fait, notamment AJOL (African Journals Online). La migration vers AJOL a été motivée par plusieurs enjeux dont la visibilité de la revue et des auteurs, la

gestion et le conseil par des professionnels, etc. Cette migration leur a effectivement fait gagner en notoriété. En guise d'exemple, les soumissions d'articles ont à peu près quadruplé (elles sont passées de 15-25 soumissions par numéros à entre 50 et 100). Cela a néanmoins exigé de répondre à certaines exigences de la plateforme, dont l'élaboration d'une charte éthique, les titres, résumés et mots clés en anglais, etc. Aujourd'hui, les porteurs de la revue se posent des questions par rapport à l'indexation par d'autres plateformes (notamment Scopus, Web of Science ou Cairn) pour davantage gagner en visibilité.

La troisième intervention est celle d'Arianna BECERRIL, professeure chercheuse à l'université nationale autonome du Mexique, directrice exécutive du système d'information scientifique Redalyc et par ailleurs co-fondatrice du réseau mexicain des archives ouvertes institutionnelles. Elle est revenue sur la genèse de Redalyc. Redalyc a été lancé il y a 20 ans de cela, en 2003 en Amérique latine en tant que structure avec pour mission d'apporter des services complémentaires (visibilité, l'interopérabilité) aux revues scientifiques qui à l'époque, étaient en restructuration et faisaient la transition vers le numérique. Elles étaient alors confrontées au respect des normes internationales en matière de publication. Le premier objectif a donc été d'accompagner les revues dans cette transition. Au bout de quelques années, face à une demande importante et la nécessité d'établir un standard, Redalyc a décidé d'évaluer la qualité des revues afin de les filtrer et faire davantage focus sur les meilleures revues. La structure se donne aussi pour mission d'accompagner et suivre les revues dans cette quête de qualité, en fournissant aux éditeurs des rapports dans ce sens. Arianna BECERRIL a précisé qu'en Amérique latine, l'information scientifique a toujours circulé librement, mais avait toutefois le défaut de ne pas sortir du cadre universitaire et de la recherche, et de ne pas être référencée dans les bases de données internationales. Ce qui a longtemps créé un circuit parallèle qui a justifié le besoin d'interopérabilité.

A la suite de ce premier tour de table, la question du modèle économique des revues en transition a ensuite été posée. Moussa SAMBA a posé le problème de

financement des revues en Afrique. Au Sénégal, depuis la recommandation de l'UNESCO, le rectorat de l'UCAD a collaboré avec l'Ecole des bibliothécaires, archivistes et documentalistes de l'UCAD pour mettre au point un portail des revues en ligne de l'UCAD (<https://editions.ucad.sn>). Ce projet a nécessité de répertorier toutes les revues qui existent et qui respectent les normes internationales ; Ensuite, il fallait vérifier si elles avaient un site internet. Le projet a donc naturellement bénéficié d'un financement de l'université. Même si les ressources ne sont pas suffisantes, elles ont à ce jour permis de soutenir la formation des responsables de revues pour aller vers la création des sites web pour leurs revues, lesquelles revues seront ensuite répertoriées et logées sur la nouvelle plateforme de l'UCAD. La question du financement durable des revues n'a donc pas encore de solution.

En Afrique de l'Ouest francophone, le financement des revues est en effet un casse-tête. De l'expérience de Moussa Samba, ce qui rend possible l'édition des revues en libre accès, ce sont les contributions des auteurs pour publier (à hauteur de 80 euros à peu près par article). Avis partagé par Bilakani TONYEME, qui précise que le financement des revues ne rentre pas dans les budgets de l'université, alors que l'édition d'un numéro coûte environ 5000 euros, uniquement financé par les auteurs. Le financement depuis l'extérieur reste compliqué également.

Du côté de l'Amérique latine avec Redalyc, le développement d'une édition scientifique non commerciale a été important, témoigne Arianna BECERRIL. Redalyc prône un modèle de coopération académique avec tous les acteurs. D'après Arianna BECERRIL, la science ouverte et le libre accès en particulier représentent une révolution en termes de concepts, à la fois en termes de modèles d'évaluation de la recherche, mais aussi de modèles économiques et financiers que les universités tentent d'atteindre. Les fonds obtenus par Redalyc ne le sont pas par la structure elle-même, mais grâce au réseau d'éditeurs qui participent aux revenus et grâce à tous les étudiants de l'université qui participent aux différents projets d'innovation qui développent les logiciels et les services et qui soutiennent la plateforme. Le développement d'infrastructures est aussi clé pour atténuer la dépendance à l'égard des éditeurs commerciaux, a-t-elle constaté.

Arianna BECERRIL, qui est partie prenante de la proposition de la loi nationale sur le libre accès au Mexique en 2014, est revenue sur cette loi et note une étape fondamentale d'ordre constitutionnel, qui introduit la notion du droit qu'à chaque individu à l'accès à la science. Depuis lors, les partenaires nationaux de financement de la recherche prennent en compte les contributions des chercheurs d'un point de vue qualitatif, au-delà du nombre de publications dans les revues et autres indicateurs comme le facteur d'impact. Il y a donc eu de choses importantes qui se sont produites ; Même si depuis 2014 après l'adoption de cette loi, le Mexique s'est enfoncé dans ces premiers accords de transformation ou d'autres situations qui n'étaient pas nécessairement souhaitées, aujourd'hui le pays suit la stratégie du libre accès telle qu'envisagée.

Arianna BECERRIL travaille également sur le projet "Open Access for Angola" piloté par l'UNESCO ; ce projet fait suite à une grande enquête exploratoire auprès de plusieurs communautés à savoir les chercheurs et les jeunes chercheurs en doctorat et postdoctorat, les éditeurs des revues scientifiques existants ou en création, puis les bibliothèques, des lecteurs, directeurs de centres de recherche, etc. Cette grande enquête a été réalisée grâce à une formation au niveau national de différents focus groups afin d'essayer de trouver quels étaient les besoins et défis et quel était l'état des lieux de l'Angola en matière de libre accès. A partir de là, il s'est avéré important de dresser un inventaire des revues existantes, puis la création d'un index national des revues ainsi qu'un programme pour la création et l'amélioration des revues scientifiques existantes. D'autre part, le dépôt national s'est développé grâce à une architecture de dépôts institutionnels et un réseau fédéré. C'est alors qu'un avant-projet d'une politique de science ouverte pour l'Angola qui a pris en compte ces nombreux aspects a émergé. Ce travail préliminaire a permis de se rendre compte que l'Angola partage en partie la même situation que les pays d'Amérique latine et certains pays européens, à savoir principalement le manque de ressources et d'infrastructures.

Arianna BECERRIL rappelle aussi que l'objectif de partage de la connaissance et des technologies est l'une des raisons pour lesquelles Redalyc s'est élargi pour faire bien plus que l'indexation des revues éditées en Amérique latine. Le logiciel étant Open source et les services associés disponibles, l'ouverture de Redalyc à

d'autres pays ne demande pas beaucoup d'investissements. C'est ce que Redalyc essaie de faire pour les revues en libre accès diamant issues d'autres pays qui partagent les mêmes besoins en matière de légitimité des systèmes d'évaluation et de capacité technique de visibilité des revues.